

L'exercice de notre liberté de conscience est une menace pour les musulmans

écrit par George Igler | 28 novembre 2015



Paris et les conséquences de l'Islamophobie

Par George Igler

Le monument de Paris pour la liberté a été deux fois le témoin de manifestations spontanées en 2015. En Janvier, une manifestation de Français de bonne foi a rempli la Place de la République. Après les atrocités du 13 Novembre, une démonstration de courage, organisée sur la même place, s'est transformée en une panique aveugle, quand certains ont cru par erreur qu'ils avaient entendu des coups de feu à proximité.

Au début des années 80, un groupe de réfugiés iraniens, qui, ironiquement, s'était enfui vers la France en raison de sa liberté religieuse, furent rendus perplexes par la faculté qu'avait Paris d'inciter les autres musulmans à adopter un mode de vie laïque. Ces hommes furent les premiers en Europe à utiliser un mot – « islamophobie » – destiné à intimider les femmes qui renonçaient au voile, en leur demandant : «

Pourquoi avez-vous peur d'être musulmanes ? ».

Comme la langue grecque a évolué pendant 34 siècles, le mot « phobie » a eu plusieurs significations. La peur, et la haine, sous diverses manifestations : irrationnelles, raisonnées, obsessionnelles, justifiées, paralysantes. Ceux qui ont amalgamé les convictions religieuses islamiques avec le mot «phobie» étaient plutôt ignorants de ses origines dans la préhistoire Européenne, et dans le nom d'une divinité, qui adorait le sang et les décapitations.

Selon les spécialistes de la littérature classique, *Phobos* personnifiait une forme très spécifique de terreur : la peur suscitée par la menace imminente de la guerre. On rapporte qu'Alexandre le Grand accomplissait des sacrifices de sang, pour s'assurer que la « phobie » envahirait les chefs ennemis. Alors que la taille de son armée augmentait sous les yeux de ceux qu'il conquérait, Alexandre pria pour que les facultés de ces chefs soient paralysées par la terreur ; pour garantir ainsi leur défaite et la soumission de leur peuple.

Le Président François Hollande a recueilli des applaudissements ce mois-ci en reconnaissant que la France est en guerre, en dépit du fait que l'Etat Islamique avait en fait déclaré la guerre à l'Europe en Juin 2014. Le carnage qui a accéléré la résolution toute fraîche du Président français, lutter contre les effets- sinon les causes- du terrorisme djihadiste, est susceptible d'une interprétation déconcertante :

Pour les hommes politiques, il semble, pour affronter l'Islam, qu'un nombre suffisant de personnes doive d'abord mourir. Cette analyse est confortée par l'intensité avec laquelle le gouvernement Français a cherché à dissimuler l'escalade qui a précédé les atrocités qui se sont abattues sur la capitale

française cette année, et le fait que l'Etat Islamique les ait incitées.

Avant les attaques de Janvier, une série massive d'attaques par des voitures conduites par des Musulmans ont été vertement récusées par les autorités, comme étant seulement des actes d'individus ayant leur propre motivation, et souffrant de problèmes mentaux. Ceux qui tiraient la sonnette d'alarme étaient traités d'alarmistes, malgré le discours du porte-parole de l'ISIS le 21 Septembre 2014 :

« Si vous pouvez tuer un Américain ou un Français infidèle, spécialement le mauvais et dégoûtant Français... tuez le de n'importe quelle façon ... Si vous ne pouvez pas trouver un explosif ou une balle, alors choisissez l'Américain, le Français infidèle, ou l'un de leurs alliés. Ecrasez sa tête avec une pierre, ou poignardez-le avec un couteau, ou roulez-lui dessus avec votre voiture. »

Et pourtant, il n'y a pas de reconnaissance générale que certains éléments de l'islam sont inconciliables avec les pays d'Europe.

Les implications de la Sourate 2 verset 217, du Coran, démontrent amplement cette incompatibilité, dans un passage clé qui, d'après certains théologiens, représente un tournant dans l'histoire initiale de l'Islam. Les événements qui ont suivi ont amené la biographie la plus vénérée du prophète de l'Islam et de ses compagnons, les « Salaf », à s'appeler « Le Livre des campagnes ».

« Ils t'interrogeront sur le mois sacré ; ils te demanderont si l'on peut faire la guerre dans ce mois. Dis-leur : La guerre dans ce mois est un péché grave ; mais se détourner de la voie de Dieu, ne point croire en lui, et à l'oratoire sacré, chasser de son enceinte ceux qui l'habitent est un péché encore plus grave. La tentation de l'idolâtrie est pire

que le carnage.

Les infidèles ne cesseront point de vous faire la guerre, tant qu'ils ne vous auront pas fait renoncer à votre religion, s'ils le peuvent. Mais ceux d'entre vous qui renonceront à leur religion et mourront en état d'infidélité, ceux-là sont les hommes dont les œuvres ne profiteront ni dans cette vie ni dans l'autre. Ils sont voués au feu où ils resteront éternellement »

Bien que les histoires des pays européens varient énormément, elles ont néanmoins convergé autour de deux principes centraux : liberté de conscience et primauté du droit, cette dernière contingente à l'Etat, qui possède le monopole de la violence admissible. **Pour les Salafistes, pourtant, les versets coraniques comme celui-là (Sourate 2 / 217) signifient que l'exercice par les autres de leur liberté de conscience constitue une persécution envers les musulmans, car il présente le risque potentiel d'écarter un disciple du chemin de l'islam.** Et un tel comportement est donc pire que le meurtre.

Lorsque les alliés libyens de l'Etat islamique ont organisé des décapitations massives de chrétiens, sur les rives de la Méditerranée, en Février 2015, peu ont pensé que ceux qui tenaient les couteaux se percevaient eux-mêmes comme les vraies victimes. La brutalité infligée étant peu de choses, comparée au destin attendant ces égorgés dans l'enfer décrété par Allah. Le principal problème de l'Europe, cependant, n'est pas que tous les disciples de l'islam adhèrent à ces principes, même si ceux qui se considèrent comme des musulmans sincères sont, bizarrement, invités par le texte sacré à révéler et à respecter la source de ces principes.

Comme les individus qui poursuivent de manière insensée la non-croyance avec violence sont susceptibles de s'en prendre

plutôt aux musulmans qui « trahissent » l'Islam, plutôt qu'aux Infidèles, les préceptes à la base de la vision du monde de ces dénommés « Takfiri », dans le monde arabe, ont semblé se combiner jusqu'ici avec le fait que les chefs de l'Europe ont esquivé leur responsabilité *de les défier, au contraire*. **Le problème clé repose sur le fait que des éléments du texte sacré de l'Islam fournit un permis théologique de tuer, pour tout psychopathe qui naît dans une famille musulmane. Ou pour tous ceux qui choisissent de se convertir, avec le but précis de satisfaire leurs instincts criminels.**

Comment le fondamentalisme joue maintenant un rôle dominant à travers l'Europe dans les systèmes pénaux en est la preuve. Les anthropologues disent que le « pourcentage criminel » est le produit de la nécessité pour les premières communautés humaines à survivre à des dangers disproportionnés, en se tournant vers des individus « immunisés émotionnellement » aux réponses standards à la violence. Ce lieu commun est la raison pour laquelle les sociétés civilisées ont des prisons.

Ces faits jettent une lumière intéressante sur le cynisme politique du gouvernement français qui a suivi l'attaque de Charlie Hebdo, et qui a tiré parti des démonstrations spontanées sur la Place de la République pour organiser un triste défilé d'unité internationale. **Ce défilé, le 11 Janvier, incluait Mahmoud Abbas, mais excluait Marine Le Pen, qui est la principale critique des frontières ouvertes de la France, qui ont de nouveau joué un rôle décisif, dans la violence de ce mois-là.**

En Janvier, cependant, les médias s'accrochèrent obstinément au raisonnement que ceux qui avaient bénéficié des protections de la culture laïque de la France, avaient une responsabilité dans leurs propres meurtres. Les premiers, c'étaient les dessinateurs, qui auraient mieux fait de ne pas être aussi provocateurs, et les seconds, les Juifs, en tant que tels

« impliqués » dans le besoin désespéré d'Israël de se défendre.

Défendre la France, disait la presse, c'était le courage du Premier Ministre, Manuel Valls, et du Président de la République, qui menait le défilé. En réalité, tous les deux ont échoué à défendre leurs concitoyens. Saïd et Chérif Kouachi, responsables de l'attaque de Charlie hebdo, avaient tous les deux été sur les listes de terroristes à surveiller, étaient connus pour avoir voyagé en vue d'un entraînement de djihadiste, et en avaient ouvertement recruté et entraîné d'autres.

Chérif avait accompli une dérisoire peine de prison pour un crime d'une extrême violence, et Saïd avait été l'objet d'une soi-disant surveillance policière intense. Ils avaient même été impliqués dans une tentative armée pour faire évader un Salafiste de prison. **Si tous les deux avaient accomplis en entier les peines de prison qu'ils méritaient largement, les Juifs, le policier tué, et les dessinateurs, pourraient être en vie aujourd'hui.**

Mais les communautés musulmanes n'ont guère le monopole d'individus comme les frères Kouachi. Dans des sociétés sans institutions d'Etat supposées protéger le public (Comme par exemple les tribus de chasseurs-cueilleurs) , les fous finissent souvent comme fournisseurs des superstitions païennes, pendant que les psychopathes deviennent d'insensibles et imprévisibles « casse-cous », dans un environnement de conflit perpétuel.

Les autorités chargées de la sécurité en France se battent désespérément avec la nécessité de surveiller 5000 potentiels terroristes « intérieurs », tout en sachant que n'importe quelle quantité des 30 000 combattants étrangers qui, pense-t-

on, se trouvent a priori au Moyen Orient, pourrait les rejoindre bientôt. Qu'est ce qui a amené cette augmentation exponentielle ? Le refus des autorités en France d'affronter les imams qui ont promu les interprétations salafistes des textes islamiques, faisant se développer les chiffres colossaux de ceux dont l'obsession est maintenant de donner la mort.

Les prédicateurs de la plupart des groupes religieux sont soutenus par les largesses financières de leurs communautés. En France, cependant, selon un schéma qu'on retrouve à travers l'Europe, deux tiers des imams vivent de l'aide sociale, les autres sont souvent soutenus par des organisations de charité fondamentalistes qui servent de façade. A leurs débuts, ces problèmes de financement auraient pu être résolus par la législation pénale européenne, obligatoire en Europe depuis 2010.

Au lieu de ça, le gouvernement français a évité cette menace grandissante, et a poursuivi ceux qui étaient assez courageux pour affronter le fondamentalisme, pour « discours de haine », comme récemment la dirigeante du Front National.

Dans un rapport historique publié en 1997, la Fondation britannique Runnymede a redéfini le terme « islamophobie » comme signifiant tout, depuis la critique de l'Islam, jusqu'aux crimes de haine commis contre les Musulmans. Malgré des réunions de l'Union européenne destinées à lutter contre « l'islamophobie » grâce au droit pénal, dans un contexte de protestations grandissantes en Europe contre l'immigration islamique, les violentes attaques physiques enregistrées contre les musulmans sont heureusement rares.

De telles données sont, de manière frustrante, difficiles à rassembler avec précision, et sont presque toujours mélangées,

dans les statistiques, avec la violence verbale, ou sur internet, pour augmenter de manière fallacieuse l'ampleur du problème. Même la figure emblématique norvégienne de la haine anti-islam, Anders Behring Breivik, qui a tué deux jeunes musulmans parmi les 7 morts et 319 blessés, dans sa série de meurtres le 22 Juillet 2011, n'a pas visé de lieu musulman. Le but de ce narcissiste pathologique, au contraire, était d'assassiner les jeunes de la Gauche de son pays.

L'association immédiate de la censure de l'islam, avec le potentiel de violence contre ses disciples, semble évident pour beaucoup de musulmans ; c'est sans doute compréhensible compte tenu du fait que dans l'histoire chronologique du Coran, le dénigrement des autres croyances est précurseur de l'agression contre leurs disciples. Mais sans doute cette suggestion brouille-t-elle notre schéma de conduite éthique, avec un lieu commun applicable à la nature humaine ?

La compréhension est rendue encore plus difficile par un mot qui, pour certains, est devenu un outil pour promouvoir un agenda politique. Selon certains, on a fait dériver « l'homophobie », du phénomène original qu'il était chargé d'expliquer, des attaques commises par des jeunes hommes contre d'autres qui étaient homosexuels, à la motivation profonde de leurs propres désirs homosexuels refoulés par les agresseurs.

Le sens du mot anglais « phobia » (Contrairement aux Grecs), lui a été donné par une histoire plus récente, et est défini par un corpus d'évidence scientifique réuni au tournant du siècle dernier. Une appellation moderne était nécessaire pour un ensemble de symptômes, que les psychiatres ont classé comme pathologiques, parce qu'ils faisaient souffrir ceux qui en étaient atteints.

L'objet de l'aversion pouvait différer, mais les conséquences d'une compulsion irrésistible à ne pas l'affronter, faisait en général plus de dégâts que le prix à payer en faisant face à la source de l'angoisse. Un traitement d'une réelle efficacité contre la phobie est de forcer ceux qui en souffrent à une rencontre traumatisante avec leur plus grande peur.

Les psychologues sont cependant d'accord sur le fait que la réussite d'un traitement dépend de la reconnaissance inconsciente de la part de l'individu que la peur qui entraîne sa lâcheté est infondée. Sinon, l'irrationalité préexistante est seulement renforcée. Dans les violentes conséquences du 13 Novembre, les hommes politiques ont commencé à inciter l'opinion publique à soutenir de tardives actions militaires contre l'Etat Islamique comme une panacée au problème du fondamentalisme.

Bizarrement, cette position ignore volontairement comment les bombardements ont échoué à faire disparaître la promotion du terrorisme en Europe, que ce soit avant ou après l'auto proclamation de l'Etat Islamique en Califat. Au courant de la recette de conquête d'Alexandre le Grand, les spécialistes comportementaux disent que ce qui rend les réelles phobies les plus dures à résister de toutes, a lieu lorsqu'elles se combinent avec la certitude grandissante d'une confrontation imminente, dont le malade ne peut tout simplement pas supporter l'idée.

Un brillant étudiant en lettres classiques, professeur titulaire à 25 ans, a réfléchi sur les effets de telles tendances en politique, dans le préambule rarement lu d'un discours prononcé à Birmingham le 20 Avril 1968 :

« La fonction suprême de l'homme d'Etat est de prémunir contre

les maux évitables. En cherchant à le faire, on rencontre des obstacles profondément enfouis dans la nature humaine. L'un est que par la nature même des choses, de tels maux ne peuvent être démontrés jusqu'à ce qu'ils arrivent. A chaque étape, il y a de la place pour le doute, et pour la question : sont-ils vrais ou imaginaires ?

Par-dessus tout, les gens confondent le fait de prévoir les troubles avec le fait de causer des troubles, et même de désirer des troubles. « Si seulement, » aiment-ils penser, « si seulement les gens n'en parlaient pas, probablement que ça n'arriverait pas ».

De toutes façons, le débat sur de futurs maux, graves mais, en faisant des efforts maintenant, évitables, est l'occupation la plus impopulaire, mais en même temps la plus nécessaire, pour l'homme politique.

Ceux qui consciemment s'y dérobent méritent, et assez fréquemment, reçoivent, les imprécations de ceux qui arrivent après »

Ce discours des « Rivières de sang » d'Enoch Powell l'a amené à être régulièrement condamné par certains comme à juste titre la plus célèbre oraison de l'histoire britannique récente. Pour d'autres, les remarques de l'ex député semblent maintenant être une prophétie d'une acuité qui fait froid dans le dos, du présent et du proche futur de l'Europe.

George Iglar, *a political analyst based in the City of London, is the Director of the Discourse Institute.*